



## Décision individuelle N° 2022-244

**Pétitionnaire** : société HBG France (marque Hélicoptères de France) pour le compte de l'entreprise GIE 6C et de l'Établissement public du Parc national du Mercantour  
**Adresse** : Siège d'exploitation - Aéroport BP1, 05130 TALLARD  
**Nature de la demande** : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national  
**Intitulé du projet** : Hélicoptages nécessaires au chantier de restauration du sentier du Pas de l'Arpette  
**Localisation** : Commune de Saorge

**La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3 et 29,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** que les survols sollicités sont nécessaires à l'approvisionnement de chantiers de restauration d'un itinéraire de randonnée inscrit au PDIPR des Alpes-Maritimes, impacté par les intempéries liées au passage de la tempête Alex en octobre 2020,

**Considérant** la demande formulée en date du 28 juin 2022 par Monsieur LE MARTELOT Kim, représentant le GIE 6C prestataire des travaux de restauration des sentiers sous maîtrise d'ouvrage de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** que les dates envisagées des survols sont compatibles avec les dispositions de la modalité n°29 d'application de la réglementation,

**Considérant** la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

**DÉCIDE**

## **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

La société HBG France (marque Hélicoptères de France) [n°SIREN : 320 228 570], représentée par Monsieur BLANC Renaud, Président directeur, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, ayant pour objet l'approvisionnement du chantier de restauration du Pas de l'Arpette côté Vallée des Merveilles.

## **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

### **2.1 Éléments d'identification de l'aéronef**

nom du pilote :	RINGOT Benoît
type d'appareil :	Ecureuil AS 350
n° de l'appareil :	F-HMGM

2.2. Le pilote est tenu de respecter strictement les itinéraires de survol autorisé figurant au plan annexé à la présente.

**2.3. Les trajectoires de vol seront strictement réalisées conformément aux plans annexés à la présente.**

**Sauf cas de force majeure relevant de la sécurité du vol, aucune autre trajectoire de vol entre les lieux de départ ou d'arrivée n'est autorisée à moins de 1000 m du sol au-dessus du cœur du parc national (pas de vol de liaison directe à moins de 1000 m du sol).**

2.4. Nombre de rotations maximal autorisé : 23 rotations.

## **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée pour le jeudi 7 juillet 2022.

En cas de mauvaises conditions météorologiques à la date spécifiée ci-dessus, le report du survol **après ces dates** est autorisé sous réserve d'en informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, au moins 24 H à l'avance.

### Contacts :

Chef de service : BRUNET Cédric ([cedric.brunet@mercantour-parcnational.fr](mailto:cedric.brunet@mercantour-parcnational.fr) ; 06.28.56.44.28)

Adjoint : CHAPELUT Florent ([florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr](mailto:florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr) ; 06.68.72.13.87)

service (général) : [royabevera@mercantour-parcnational.fr](mailto:royabevera@mercantour-parcnational.fr)

## **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

## **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

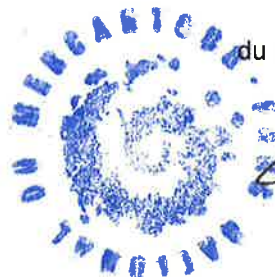
## **Article 7 : Responsabilité**

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 29 juin 2022



La directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour

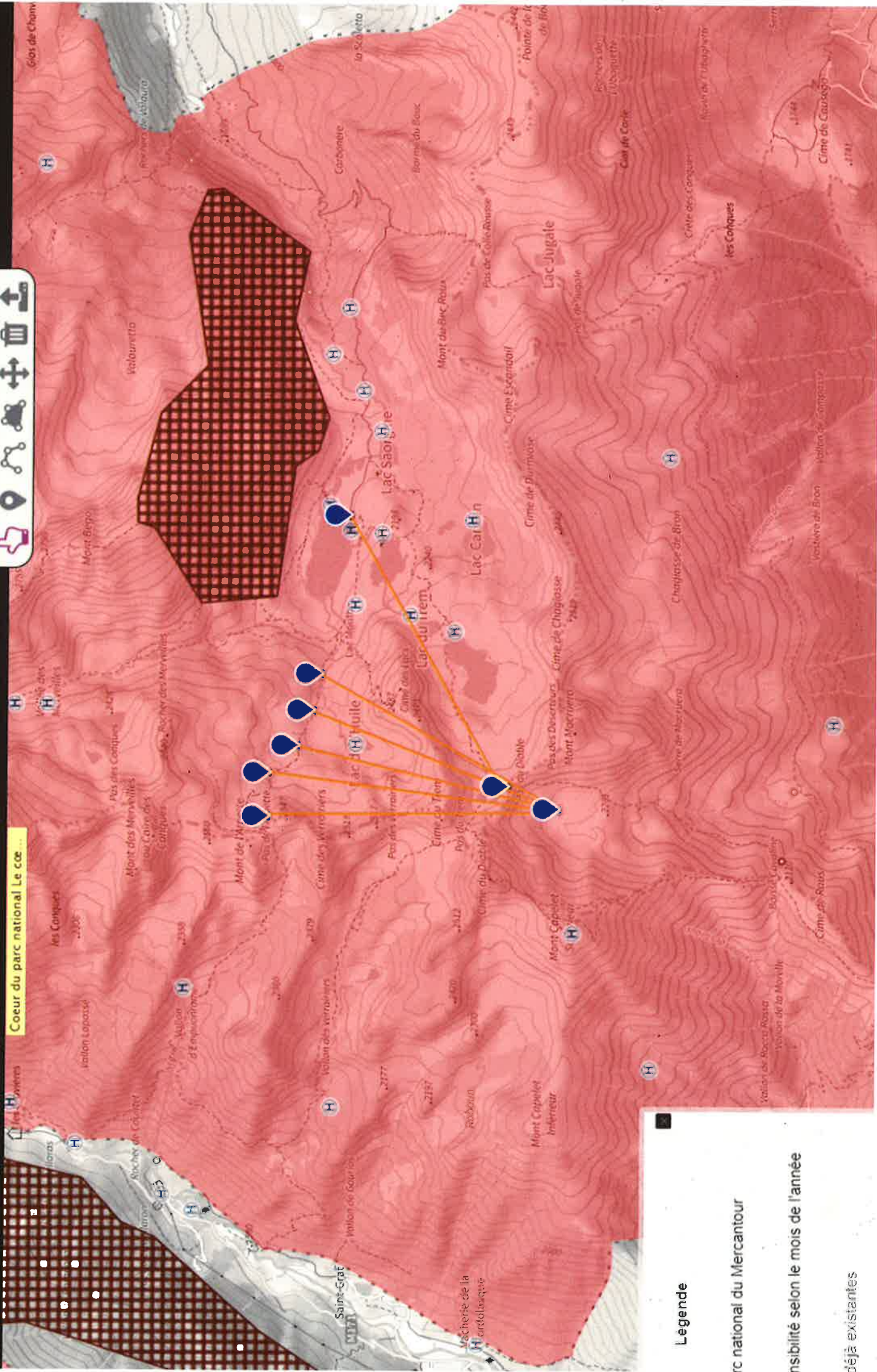
**Sandrine GRANDFILS**

Copies :

- service territorial Roya-Bévéra
- GIE 6C ([gie6c.roya@gmail.com](mailto:gie6c.roya@gmail.com))

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.





rc national du Mercantour

nsibilité selon le mois de l'année

déjà existantes